

LE GRAND MYTHE...

Mythe : ce qui n'a pas d'existence réelle. On dit qu'en politique la justice et la bonne foi sont des mythes.
Littré

40 ans après, Mai 68 devient un mythe... Politiciens de tous bords, médias au service du pouvoir, sans parler des «politologues» (sic) rivalisent de zèle pour faire d'un «monôme» d'étudiants et d'une grève générale manquée un événement. Après les événements: L'EVENEMENT.

Pour avoir, en son temps, participé activement à ces fameux événements, je me crois autorisé à apporter mon point de vue.

Personnellement j'ai cru, à tort, que les étudiants, c'est-à-dire une petite bourgeoisie à la recherche éperdue d'un impossible absolu, pourrait servir de détonateur à la «grève générale» devenue, elle aussi, une sorte de mythe permettant à la classe ouvrière de remplir ce que les marxistes appellent «sa mission historique», c'est-à-dire remplacer la classe capitaliste par celle des bureaucraties d'état dont certains peuples ont pu, hélas, faire la cruelle expérience.

Pas étonnant dans ces conditions, que tous les politiciens de l'extrême droite à l'extrême gauche utilisent mai 68 pour nourrir et justifier ce qui les unit tous: l'appétit du pouvoir.

La vérité est que, du point de vue de la classe ouvrière et plus largement de tous les démocrates, mai 68 s'est soldé par une défaite sévère dont nous n'avons pas fini de payer les conséquences.

De ce point de vue, reconnaissons que les gens de la C.F.D.T. ont raison de considérer que le principal acquis de 68 a été «la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise» qui remet, fondamentalement en cause le rôle et la place du «syndicalisme confédéré».

Mai 68, et tous les bavardages n'y pourraient rien changer, s'est inscrit dans une politique réactionnaire remettant en cause, la démocratie représentative, principal acquis des «siècles des lumières». La réaction avait, d'ailleurs, commencé avant la dernière guerre mondiale, notamment lorsque Jean ZAY, Ministre de l'Instruction publique du gouvernement du *Front populaire*, avait transformé son ministère en celui de «l'Education Nationale». Elle s'est poursuivie dans la confusion (qui n'avait, au sens ouvrier du terme, rien de «révolutionnaire») de la Libération quand, grâce aux appareils dirigeant des organisations politiques et syndicales «se réclamant de la classe ouvrière», les principaux «acquis» de la «révolution nationale» de Vichy purent être sauvegardés (notamment les fameux «comités sociaux» de Pétain devenus «Comités d'entreprise»).

Vu sous cet angle, Vichy ne fut finalement qu'un épisode de la destruction systématique des conquêtes de la Révolution française.

Notons, en passant en 1948, et à titre d'exemple, la transformation de la «déclaration des droits de l'homme et du citoyen» de la Révolution française, en «déclaration des droits de l'homme», ce qui, juridiquement, ne veut rigoureusement rien dire!

Mais il me faut conclure: il est probable, qu'une fois de plus, mes propos vont être jugés iconoclastes par tous les moutons bêlants qui cherchent désespérément un «bon pasteur» et qui refusent de voir la réalité en face: *Il est effectivement minuit dans le siècle!*

Pour autant, la société demeure aujourd'hui comme hier, divisée en classes avec toutes les conséquences que chefs ou petits chefs n'ont aucun pouvoir d'empêcher!

Alexandre HEBERT.

REPRÉSENTATIVITÉ ET DIALOGUE SOCIAL...

Représentativité et dialogue social sont des thèmes d'actualité. A première vue, il n'y a pas de lien entre les propositions Medef/CFDT sur la représentativité et le «dialogue social», tout du moins dans l'acception générale de ce principe. Pourtant le projet d'accord «représentativité - développement du dialogue social - financement du syndicalisme» du 27 mars 2008 ne laisse aucun doute à ce sujet.

Reprécisons que le «dialogue social» qu'on nous vend depuis quelques années n'est pas autre chose que la vieille doctrine sociale catholique corporatiste - plus connue sous le nom d'association capital-travail réchampiée pour l'occasion. Au niveau européen, le «dialogue social» est destiné à mettre en œuvre la subsidiarité horizontale (verticalement c'est entre l'UE et les Etats).

Au passage, et au risque de chagriner, voyons ce qu'en dit l'OIT: *«L'objectif principal du dialogue social est de favoriser le consensus et la participation démocratique au sein des principales parties prenantes impliquées dans le monde du travail. Le bon fonctionnement des structures et processus de dialogue social peut permettre de résoudre de graves problèmes économiques et sociaux, d'encourager la bonne gestion des affaires publiques, de favoriser la paix et la stabilité sociales, et de stimuler le progrès économique»* (site internet de l'OIT). On peut toujours dire qu'on est là dans le registre de la polysémie - pluralité de sens - à l'œuvre dans les organisations internationales (comme la CES...) et dans l'ambiguïté permettant souvent le consensus introuvable autrement, il n'en reste pas moins que cette définition est conforme à la doctrine sociale catholique (cf *Anarcho* n°127 & 130).

Le processus actuel du «dialogue social» se traduit - entre autres - par la volonté du «MedeFDT» d'avancer dans ce que Jacques Freyssinet appelle *«la vision mythique d'une régulation conjointe de la sphère sociale qui serait assurée par des "partenaires sociaux" auxquels l'Etat reconnaîtrait ou délèguerait cette responsabilité»* (*«L'accord du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail: un avenir incertain»* - La revue de l'IRES - n°54). On est toujours là dans le registre de l'association capital-travail. Ainsi dans le projet d'accord sur la représentativité, le MedeFDT estime que *«le renforcement des organisations syndicales doit passer par la consécration constitutionnelle de sa place dans l'élaboration de la norme sociale»*.

Depuis la 2^{de} guerre mondiale, l'événement national le plus connu en matière de corporatisme est sans doute le référendum voulu par De Gaulle en 1969 visant notamment à instaurer un «sénat social» et à transformer institutionnellement les syndicats en co-législateurs. L'événement pour nous étant l'appel à voter «non» émis à l'époque par la CGTFO (ce qui n'était pas si évident au départ), et le rejet de ce projet par nos concitoyens.

Toute la thématique du «dialogue social»: agenda social, représentativité, GPEC, management participatif... découle de la volonté capitaliste de maximiser la part de profits destinée aux actionnaires, d'instaurer une nouvelle répartition des richesses créées, évidemment au détriment des salariés. Pour cela il leur faut priver les salariés de l'instrument de leur défense de classe sur le terrain économique.

La situation commande aujourd'hui de choisir: soit nous nous adaptons en nous coulant dans le moule et en abjurant nos principes, et nous disparaîtrons de fait du paysage syndical; soit nous résistons «les armes à la main»: nous en mourrons peut-être, mais debout!

Dans le premier cas de figure et ainsi que nous l'avons déjà dit et redit, il y a déjà suffisamment d'organisations pratiquant le syndicalisme d'accompagnement, raisonnablement contestataire ou pas, et nous n'aurions aucune utilité et aucune latitude d'action. Choisir cette voie ne peut que nous conduire à la dissolution progressive ou à l'éclatement, avec force concessions dans une période de survie tout à fait temporaire, destinées à nous faire «baisser la tête». Cette voie est celle qui mène à «l'unité», même sous une forme bicéphale, avec toutes ses conséquences.

Dans le deuxième cas de figure, l'avenir n'est guère plus enviable. Lors d'un congrès confédéral, Marc Blondel paraphrasant Churchill nous promettait «de la sueur, du sang, et des larmes»: il semble bien que nous y serons dans peu de temps. Ce n'est pas le moment de céder au désespoir et au pessimisme, au contraire. Le syndicalisme authentique a vécu des périodes oh combien plus difficiles. Certes il ne faut pas brûler nos vaisseaux, mais le temps des tergiversations est dépassé.

Yann PERROTTE
(2 avril 2008)

REPÈRES...

De toute évidence on a trop parlé de la propriété privée en tant que telle, et trop peu de la puissance ou de la faiblesse de la propriété des conditions qui favorisent l'une ou l'autre de ces formes. L'analyse des différentes catégories de la propriété privée dans la société hydraulique qu'elle soit ou non bureaucratique, en fait apparaître les limites sous le régime du despotisme oriental. Le résultat de cette analyse est en contradiction avec la notion selon laquelle pratiquement toute forme d'étatisme officiellement bienfaiteur vaut mieux que la prédominance de la propriété privée, cette forme sociale que le folklore moderne exècre entre toutes.

Il y a aussi le problème de classe. Richard Jones et John Stuart Mill notèrent que dans la société orientale, les fonctionnaires jouissaient de revenus privilégiés qui, dans les sociétés occidentales sont l'apanage des propriétaires fonciers et des capitalistes. Jones et Mill ont énoncé là une vérité capitale. Mais, ils le firent en passant et sans établir clairement que dans un régime agro-despotique, la bureaucratie chargée de l'organisation devient la classe dirigeante. Ils n'ébranlèrent pas le concept admis de classe dont le critère essentiel est la diversification de la propriété privée.

Karl WITFOGEL
Le Despotisme oriental -1957

L'PÈRE BOULOM VERSUS MGR GIROTTI...

Hé les bons bougres faut pas bagouler! Non, les ratichons sont pas des réacs! Y a un sacré chambard au Vatican. Ca fait un bail que les mécréants s'en payent une bosse avec les 7 péchés capitaux (pour ceusses qui, comme ma pomme, sont pas allés s'casser les noix au caté: la paresse, l'orgueil, la gourmandise, la luxure, l'avarice, la colère, l'envie), surtout la luxure, la gourmandise et la paresse (c'est mon tiercé dans l'ordre, mille bombes!). C'est Thomas d'Aquin au 13ème siècle qui dégoise le premier; c'est pas du fruit nouveau!

Ca va vaizer, mais faut pas qu'les calotins s'chauffent le job: pas question d'avoir le bouton tapageur ni d'mouiller l'goupillon à couillons rabattus et d'couper aux flammes de l'enfer (la flamme est l'avenir de l'homme...), les ratichons se sont creusé l'ciboulot pour dégauchir des péchés batifs. C'est Mgr Gianfranco Girotti, qu'a vendu la mèche dans «*L'Osservatore romano*», l'canard officiel du Vatican. Gaffe, les poteaux, Girotti est dans les eaux grasses, c'est *L'gerbier d'la muette*: «*Régent de la pénitencerie apostolique, organisme chargé de se prononcer sur les péchés et les pénitences*». Ca vous troue l'cul, pas vrai? Via c'que Girotti bave dans sa feuille de chou: "*Alors que le péché concernait jusqu'à présent plutôt l'individu, aujourd'hui, il a une résonance sociale, en raison de la mondialisation*".

Alors le péché social, késaco? «*La bioéthique, où nous ne pouvons pas ne pas dénoncer plusieurs violations des droits fondamentaux de la nature humaine, à travers des expérimentations, des manipulations génétiques, dont les aboutissements sont difficilement contrôlables*». On connaît la vieille chanson obscurantiste: la vie c'est l'taf du dabe, pas question pour les bons bougres de jouer aux apprentis sorciers. La pollution devient un péché capital. Alors là on va s'marrer nom de dieu! La flotte bénite sera rationnée pour pas assécher les nappes phréatiques, plus d'encens dans les priantes, ça cale des boulines dans la couche d'ozone, les hosties s'ront bios!

La cléricanaille considère itou que «les inégalités économiques et sociales» sont un «péché moderne». Ben voyons, la lutte des classes, c'est batifon sous l'soleil! Bon, y reste encore un peu d'place pour les bons viocards péchés individuels, l'avortement, videmment et s'camer "*qui affaiblit l'esprit et obscurcit l'intelligence*", et la bondieuserie alors? Ca "*affaiblit l'esprit et obscurcit l'intelligence*" non? Comme disait l'barbu: la bigoterie c'est la schnouf du populo.

Ils nous font bien rigoler, ces fichus calotins, mais y a un os, mille marmites! Selon une enquête de l'Université catholique de Milan, «*60 % des catholiques pratiquants en Italie ne se confessent plus*». C'est bath d'inventer des nouveaux péchés, mais c'est pour balpeau si même les bigots vont plus à confesse?

Guy BOULOM.

LIBRES PROPOS... :

L'exercice de la démocratie syndicale n'est pas seulement un acte hautement revendiqué, il doit aussi s'appliquer et être suivi de faits.

Nous sommes des militants attachés à la Charte d'Amiens, et qui, en dehors de toute pression, défendent bec et ongles l'indépendance syndicale. Cela va de soi que nous ne pouvons cautionner, ni adhérer à propos du fait que l'on veuille nous faire devenir les «accompagnateurs» de la mondialisation de ceux qui ont accepté d'être les subsidiaires de l'Union Européenne et de la Confédération Syndicale Internationale, nous opposons une liberté totale d'action et de pensée.

L'existence de l'organisation syndicale est menacée dans ses fondements. Nul n'est censé détenir la vérité. Je constate seulement que l'on évite de répondre aux questions de fond qui permettraient d'aplanir les divergences dans l'organisation syndicale, notamment à Airbus. Il nous faut revenir aux assemblées générales qui décident de l'orientation de l'organisation et du choix de ses représentants. Ce ne peut être la volonté du «Prince» qui dénierait ce droit à la place des syndiqués.

Nul syndiqué ne saurait abdiquer devant la bureaucratie syndicale, fut-elle confédérale. Tous les syndiqués sont à égalité de droit. Nous vivons des temps difficiles, ou la liberté de pensée est sans cesse remise en cause, ce qui va de pair avec le contrôle des médias.

La raison d'Etat ne s'embarrasse pas de considérations morales, mais obéit à des impératifs économiques et politiques.

Mme PARISOT, actuelle responsable du MEDEF, qui se présente comme une oie blanche dans sa diatribe contre les dirigeants de l'UIMM, ne saurait ignorer ou faire semblant d'ignorer, la déclaration de Maurice Cauchois, président de la *Chambre syndicale des Maisons de Tissus* (1), relatée par France Observateur du 22.12.1955, quelques jours avant les élections de 1956:

«Dans une quinzaine de jours ont lieu les élections, il est vital que nous puissions aider ceux qui nous soutiennent et qui peuvent, du reste, appartenir à des partis divers. Il nous faut pour cela des fonds et des fonds immédiats».

Chacun de nous est capable de réfléchir. Il est vital de prendre son avenir en main.

Patrick BROSSARD.

EN VRAC...

«Assurons-nous bien du fait avant que de nous inquiéter de la cause, il est vrai que cette méthode est bien lente pour la plupart des gens qui courent naturellement à la cause et passent par-dessus la vérité du fait, mais enfin nous éviterons le ridicule d'avoir trouvé la cause de ce qui n'est point». FONTENELLE

Un revenant:

J'ai fait la connaissance de Daniel Cohn-Bendit au congrès de la Fédération Anarchiste de 1966 à Paris, il y représentait la revue *Noir et Rouge* qui était invitée comme observateur. Il a été difficile de lui faire comprendre que, n'appartenant pas à l'organisation, il n'avait pas la possibilité de participer aux débats. Il a parfois même fallu le foire rasseoir un peu brutalement. Le soir, nous sommes allés boire un pot place Saint-Michel, à trois, avec un copain de Strasbourg. Entre temps, je me suis mis à fréquenter la cinémathèque et en mars-avril 1968 l'honorable ministre de la culture a vidé le père Langlois de son poste de responsable de ladite. S'en sont suivies plusieurs manifestations de protestation avec le ban et l'arrière-ban des cinéastes et acteurs de la «nouvelle vague», dont Belmondo et Godard. Fin avril, le *Mouvement du 22 mars*, comprenant qu'il y avait là du grain à moudre, nous a rejoint dans une manif derrière la place de l'Etoile. Comme Cohn-Bendit provocateur, était monté sur un rebord de fenêtre à 2 ou 3 mètres des CRS pour haranguer les manifestants, nous nous sommes mis à quelques uns à faire le gros dos pour freiner les autres au cas où ils essaieraient d'avancer de quelques mètres. A un moment, à un étudiant qui insultait les CRS en les

(1) La haute banque et les trusts.

traitant de «pédés», DCB a signifié: «*Camarade, ce n'est pas une injure!*» Mais les CRS ayant phagocyté un manifestant, le «cirque» a commencé: «*Libérez not'camarade! libérez not'camarade!*». C'était parti pour quelques semaines. Nous n'avions pas perdu notre temps puisqu'un peu plus tard, Langlois a été réintégré à son poste de prédilection.

L'amour et la «révolution»:

J'ai complètement loupé la «nuit des barricades» (vendredi 10 au samedi 11 mai). Depuis quelques semaines, je m'intéressais à une collègue, accessoirement militante CFDT. L'intérêt devint réciproque et le vendredi soir, je suis allé la chercher à la gare Saint-Lazare, alors qu'elle revenait d'une mission à Cherbourg. On a passé quelque temps à flirter dans ma dodoche, du côté de la porte de Montreuil où elle créchait dans un sixième avec ascenseur. Au bout d'un moment je lui demande si elle n'avait pas quelque chose à boire chez elle: *Tu sais bien que si tu montes, tu ne redescendras pas*. Raison de plus pour que je monte!. Le samedi matin en mettant la radio nous avons appris de quoi notre défection hédoniste nous avait privé. Je ne l'ai jamais regretté et si c'était à refaire je recommencerais. Avec un bras d'honneur aux rigolos qui parlaient de faire en même temps l'amour et la révolution. Excellent moyen de faire mai l'un et l'autre. D'autant plus que mai 68 n'a jamais été un mouvement révolutionnaire, tout au plus, à Paris, une succession d'émeutes «gentilles»canalisées par un préfet de police intelligent (il s'en trouve par-ci par-là).

Pour la manif du 13 mai, ma copine s'est laissée entraîner dans le groupe de la *Fédération Anarchiste* qui devait se coller derrière *Force-Ouvrière*. Nous avons rendez-vous rue Ternaux et pour rejoindre FO, il fallait traverser la place de la République, contrôlée par le service d'ordre de la CGT. Connaissant les mauvaises habitudes des camarades staliniens, je nous ai placés en tête, ceux qui étaient en queue se faisant bourrer la gueule à l'entrée et à la sortie de la place. Comme quoi, l'expérience peut éviter des désagréments.

NOUVELLES DU FRONT:

- Nostalgie:

Lu dans le courrier des lecteurs de *La Croix* du 27 février 2008: «*De mon temps quand l'instituteur nous donnait une gifle, on avait droit à un doublé de la part des parents aussitôt rentré à la maison. On ne faisait pas la une des journaux. Il n'y avait ni tribunal, ni caméras, ni infirmières, ni assistantes sociales, ni sanctions académiques. On se ramassait un zéro de conduite et l'affaire était classé. Ça s'appelait la discipline et à ma connaissance personne n'en est sorti traumatisé!*». C'était le bon temps.

- Ségolène, le retour:

Vous l'avez probablement vue et entendue à la télé: «Si gnagnagna, si gnagnagna, si gnagnagna, c'est avec plaisir que j'accepterais le poste de chef du parti socialiste». Merci chef!

- Folie capitaliste:

Une entreprise spécialisée dans les conserves du sud-ouest s'intéresse au marché chinois du foie gras. Au secours!!! Un milliard trois cents millions de mangeurs de foie gras!!! Il va plus nous en rester...

- Sarko chez la quouine:

Notre Nabotlèon est reçu avec la Marseillaise. Croyez-vous, qu'en tant que «chef des armées», il se soit mis au garde-à-vous? Que nenni. Pas de talons joints et des bras ballants bien mous. Bof! il a changé, à ce qu'il paraît! Quant à la quouine, elle arborait comme d'habitude, un galure d'un tarte toujours génial!

- Rengaine:

Cette Europe totalitaire du fric et des cléricaux, comme Carthage, doit être détruite.

Marc PREVOTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication: Alexandre HEBERT

email: maite.heb@wanadoo.fr
